

Discours de M. Firmin Oulès

Autor(en): **Oulès, Firmin**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **6 (1948)**

Heft 4

PDF erstellt am: **21.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-132804>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Discours de M. Firmin Oulès,

professeur d'économie politique à l'Université de Lausanne

Mesdames, Messieurs,

En prenant la parole à cette cérémonie, plus spécialement comme représentant la Faculté de droit, l'École des sciences sociales et politiques et celle des hautes études commerciales dont, à la fois, relève la chaire d'économie politique que Léon Walras a occupée le premier dès sa création en 1870, mon propos, après le discours de mon collègue et ami M. Gaston Leduc, n'est pas de faire revivre une seconde fois la figure si attachante du premier fondateur de l'École de Lausanne qui vient d'être évoquée devant vous avec beaucoup de justesse et de finesse.

Je n'ajouterai qu'un trait, relatif à la vie de Léon Walras, destiné à souligner le libéralisme intellectuel des universités suisses et notamment de l'Université de Lausanne — libéralisme dont il a profité et dont j'ai aussi bénéficié. Sans cette tradition de liberté intellectuelle des universités de ce pays qui les porte à choisir un certain nombre de professeurs étrangers, Léon Walras, malgré sa valeur exceptionnelle, n'aurait pu consacrer son activité à l'économie politique. Car, il n'aurait pu l'enseigner dans son pays d'origine où existaient à son époque, et où persistent encore, des modes absurdes de recrutement pour certaines branches de l'enseignement supérieur et notamment pour l'économie politique.

Ceci dit, mon propos est de compléter le portrait de Léon Walras par l'aspect le plus important de sa pensée en essayant d'esquisser quelques idées concernant son œuvre.

Dans le temps limité qui m'est accordé, je ne pourrai pas donner une vue d'ensemble de cette œuvre : celle-ci est trop vaste et trop complexe, et si elle a une grande valeur par certains côtés, comme toute œuvre humaine, elle a aussi des faiblesses. Mais de même que ce n'est pas porter tort à la valeur géniale des Principia de Newton que de reconnaître la faiblesse extrême de ses vues sur l'Apocalypse, de même ce n'est pas diminuer le mérite de Léon Walras que d'indiquer en passant les parties faibles de son œuvre, sur lesquelles je n'insisterai pas : la forme mathématique qu'il a cru donner à l'économie politique ainsi que la théorie de la valeur d'échange fondée sur ce qu'il appelle « la rareté ».

Dans une cérémonie du souvenir comme celle-ci, il s'agit de décerner des palmes et les palmes que mérite Léon Walras sont nombreuses puisqu'il a

apporté une contribution fondamentale, géniale même à l'économie politique. L'originalité, l'importance, l'influence de la plus grande partie de sa doctrine économique, dont plusieurs idées maîtresses ont été adoptées par de nombreux disciples, dans beaucoup de pays, et dont certaines, comme celles de l'équilibre général et de l'interdépendance, sont maintenant admises par tous les économistes dignes de ce nom, lui ont valu d'être qualifié par les autres économistes : d'Ecole de Lausanne. Assez longtemps inconnue ou injustement méconnue, une partie de l'œuvre économique de l'Ecole de Lausanne s'est ensuite imposée aux spécialistes par sa valeur et sa profondeur. Actuellement, sa réputation est mondiale, elle augmente chaque jour au point que certains admirateurs vont jusqu'à diviser l'évolution de la pensée économique en une ère préwalrasienne et en une ère postwalrasienne. Cette gloire posthume de Léon Walras est parfaitement méritée — quoiqu'il convienne d'effectuer des substitutions très importantes par rapport aux opinions courantes dans le choix des parties de sa doctrine qui peuvent être considérées comme des acquisitions décisives pour le progrès de l'économie politique.

Je veux dire par là que ce n'est pas l'économie mathématique qui doit être choisie comme représentative de la partie de son œuvre géniale, ainsi que certains le croient encore, et bien que cette opinion perde chaque jour un peu plus de crédit dans les milieux économiques qualifiés. L'économie mathématique est, en effet, la partie la plus faible, négative même, qui a fait un tort très grand à la doctrine de Léon Walras et qui a empêché ce dernier de produire tout ce qu'il aurait pu donner. Mais ceci m'entraînerait trop loin pour le démontrer même sommairement.

Il en est de même si je voulais parler, dans l'œuvre de Léon Walras, de deux idées, cependant très importantes : celle d'équilibre général et celle d'interdépendance, qui se trouvent au centre de la théorie économique de l'Ecole de Lausanne. Si, par des comparaisons frappantes, on veut rendre accessibles les répercussions que l'interdépendance et l'équilibre ont eues et surtout peuvent avoir dans l'explication, l'appréciation et l'action économiques et sociales, lorsque la causalité complexe et mutuelle sera approfondie et élargie dans ces domaines comme il convient de le faire, on peut dire qu'elle a révolutionné et révolutionnera aussi complètement l'économie politique et la science sociale que le principe de l'attraction universelle et le principe de la conservation de la matière ont révolutionné l'un l'astronomie, l'autre la chimie. La gloire de Walras et de Pareto, qui les premiers ont eu le sentiment très net des transformations profondes que l'interdépendance et l'équilibre apportent dans le domaine économique et social, est donc aussi grande que celle de Newton ou de Lavoisier.

Mais les notions d'interdépendance et d'équilibre économiques sont très abstraites et par suite longues et difficiles à analyser : elles sont trop abstruses pour les évoquer ici malgré l'importance qu'elles présentent pour la théorie économique.

Aussi, je me bornerai aujourd'hui à essayer d'esquisser une autre conception de Léon Walras beaucoup moins connue que celle de l'équilibre économique général et que celle de l'interdépendance. Cette conception a d'abord l'avantage d'être plus simple, plus concrète et par suite plus saisissable par ceux qui ne sont pas des spécialistes de l'économie politique. Ensuite, elle est beaucoup plus importante encore que la notion d'équilibre et celle d'interdépendance, puisque, comme nous le verrons, elle implique ces deux dernières notions et présente, par conséquent, une portée beaucoup plus large. Enfin, elle a ce mérite d'être d'une grande actualité : je veux parler de sa *conception scientifique de la politique économique*.

* * *

CE QUE JE DÉSIGNE PAR LA, c'est l'éclairage de la politique économique et sociale par l'explication des mécanismes économiques. L'utilisation de la théorie économique et sociale pour résoudre les problèmes pratiques afin de guider rationnellement la politique économique et sociale est, en effet, l'idée maîtresse et spécifique de la doctrine de Léon Walras.

Il suffit de citer quelques lignes choisies parmi les plus caractéristiques de son œuvre pour pouvoir s'en convaincre.

C'est ainsi qu'il a écrit : « Le grand principe baconien : « On ne commande à la nature qu'en commençant par lui obéir » s'applique à la politique comme au génie civil. Des deux côtés, il y a les forces naturelles, et il y a l'esprit humain. *Il faut que l'esprit humain connaisse les forces naturelles pour leur obéir, et il faut qu'il leur obéisse pour leur commander... Nous sommes aussi libres de diriger les tendances naturelles propres à la richesse sociale que nous sommes libres de diriger les propriétés naturelles inhérentes à la matière.* Mais, de même que pour construire de bonnes machines, il faut connaître les propriétés naturelles de la matière, de même, *pour bien organiser la société économique, il faut connaître les tendances naturelles de la richesse sociale. Nous ne pourrions commander à la valeur d'échange comme à la pesanteur qu'en lui obéissant.* De là, la nécessité de l'économie politique pure. »

Plus loin, il écrit encore : « En fait de science sociale, comme en fait de science naturelle, *la théorie pure est la lumière de la théorie appliquée. Quand nous connaissons bien à fond le mécanisme, encore si imparfaitement connu jusqu'ici, de la libre concurrence en matière d'échange, de production et de capitalisation, nous saurons exactement jusqu'à quel point il est un mécanisme auto-moteur et autorégulateur et dans quels cas il faut aider et gouverner sa marche.* Alors, nous serons dispensés de prendre parti dans la lutte interminable et fastidieuse des socialistes qui ne savent que faire intervenir l'Etat à tout propos et des économistes qui ne savent que laisser faire l'individu en tout et partout... Ce n'est pas tout. *En fait de progrès social comme en fait de progrès*

industriel, la théorie, pure et appliquée, est la lumière de la pratique. Quand nous aurons tracé le plan d'une organisation normale de la production et de la répartition de la richesse, nous verrons clairement en quoi leur organisation actuelle est satisfaisante et en quoi elle est défectueuse et doit être modifiée. Alors, nos enfants ou nos petits-enfants, au XX^e siècle, pourront se refuser à être ballotés, comme nous l'avons été durant tout le XIX^e, d'un *conservatisme béat qui trouve tout excellent, tout admirable...* à un *progressisme brouillon qui bouleverse tout à tort et à travers* ; et ils seront à même de prendre des mesures à la fois prudentes et hardies... Ainsi, *élaborer d'abord l'économie politique pure en vue de l'économie politique appliquée, et élaborer ensuite l'économie politique appliquée en vue des réformes économiques* : telle est mon œuvre... et ma conception... »

On se rend compte déjà que cette conception est exprimée chez Léon Walras en termes si heureux et si lumineux que vouloir l'analyser sans le citer directement serait trahir ou affaiblir sa pensée.

On le voit, Léon Walras étend, à l'économie politique, les idées maîtresses qui ont présidé à la fondation et au développement de la science moderne en ce qui concerne les applications pratiques de celle-ci. Ce sont Galilée, Léonard de Vinci, François Bacon au XVI^e siècle, René Descartes au XVII^e, les encyclopédistes au XVIII^e, Auguste Comte au XIX^e qui, suivant l'expression de René Descartes, ont cherché à constituer une science active ouvrière qui nous rende « comme maîtres et possesseurs de la nature » dans le but de pouvoir ainsi promouvoir efficacement la puissance humaine par la connaissance claire des éléments des faits qui nous intéressent et des enchaînements qui existent entre eux. Il s'agit donc d'une idée assez ancienne appliquée à un domaine nouveau. Le domaine nouveau auquel Léon Walras a eu l'idée d'appliquer cette idée ancienne, c'est la politique économique et sociale. Jusqu'à lui, on avait appliqué cette idée de base aux phénomènes physiques, chimiques, biologiques pour en tirer des applications techniques, médicales, hygiéniques, etc. Le grand mérite de Léon Walras est d'avoir le premier affirmé énergiquement que la politique économique et sociale devait cesser d'être orientée par les sentiments conservateurs et égoïstes des classes dirigeantes ou par les sentiments progressistes et généreux, certes, mais impuissants, parce que ignorants, des socialistes et que dorénavant toute la politique économique et sociale devait être rationnellement éclairée et guidée comme la médecine moderne et les techniques modernes par les liaisons résultant de l'explication nette et approfondie des mécanismes des faits concernant l'ordre des phénomènes qu'on désire diriger.

Ainsi, pour Léon Walras — comme pour François Bacon, René Descartes, Auguste Comte et d'autres encore — l'action ne doit pas être séparée de la spéculation. Le but de la science n'est pas seulement de connaître le monde et de bien l'interpréter : c'est aussi et surtout de pouvoir mieux en utiliser ses

possibilités et au besoin de pouvoir efficacement le transformer en fournissant à l'homme l'indication des moyens pour mettre au point le jeu des forces naturelles lorsque leurs effets spontanés sont généralement ou virtuellement bons et pour les canaliser, les redresser, les neutraliser ou même les remplacer par d'autres lorsque leurs effets spontanés sont partiellement ou totalement mauvais. Par rapport à la politique préconisée par les économistes antérieurs et contemporains, *il y a là une conception nouvelle et révolutionnaire*, qui non seulement s'oppose à la politique économique passive, inactive proposée par les classiques et les néo-classiques et actuellement par les néo-libéraux, presque tous plus ou moins partisans directement ou obliquement du laisser-faire, mais encore et surtout qui, à la différence de la position prise par les collectivistes et les dirigistes, tend à éclairer cette politique par la théorie afin de rendre la première efficace et rationnelle : et c'est cela surtout qui est nouveau et fécond en économie politique.

* * *

Léon Walras attachait une GRANDE IMPORTANCE à la conception scientifique de la politique économique définie comme on vient de le voir par l'éclairage de la pratique par la théorie. On pourrait citer à cet égard — comme je le fais dans la préface du volume des *Textes choisis* de Walras et de Pareto qui va paraître dans la collection « Les grands Economistes »¹ — de nombreux textes et des faits qui prouvent que Léon Walras attribue tellement d'importance à l'éclairage de la politique par la théorie qu'il n'hésite pas à faire passer cette conception scientifique de la politique économique avant les idées qui lui sont les plus chères : telles que la méthode mathématique appliquée à l'économie politique.

La conception scientifique de la politique économique et sociale est la clef de voûte de toute l'œuvre de Léon Walras : elle est le but ultime vers lequel a tendu celui-ci : Car, pour lui, comme on l'a vu, toute la science économique et sociale est le moyen de parvenir à une politique économique et sociale rationnelle. Si Léon Walras a édifié ce qu'il appelle l'économie pure, c'était, dans sa pensée, pour pouvoir mieux éclairer ensuite la politique économique. S'il a malencontreusement donné une forme mathématique à l'économie pure, c'était parce qu'il croyait ainsi pouvoir élucider d'une manière plus rigoureuse les notions et les liaisons concernant les faits économiques afin d'aboutir à une explication plus précise des éléments et des enchaînements de la vie économique — explication dont le but est de guider scientifiquement la politique économique et sociale. Aussi, on peut dire que sa conception scientifique de cette politique est non seulement le développement logique de son « économie pure », mais encore que celle-ci n'a été créée qu'en fonction de l'élaboration

¹ A la Librairie Dalloz, à Paris.

rationnelle de la politique économique et sociale qu'il voulait traiter dans l'économie appliquée et dans l'économie sociale.

Ce qui le prouve bien, c'est que, tout en étant ami du progrès comme les socialistes, Léon Walras se sépare d'eux nettement, non seulement parce qu'il ne veut pas supprimer comme eux, dans la généralité des cas, la propriété privée des biens de production, mais encore et surtout parce qu'il veut y voir clair et, par suite, procéder scientifiquement, à la lumière de l'explication des phénomènes économiques et non pas comme eux dans le noir, d'une manière grossièrement empirique, sous l'impulsion de sentiments généreux et bien intentionnés certes, mais en ignorant les faits élémentaires et les liaisons qui existent entre eux, alors que la connaissance claire de ces notions et liaisons peut seule rendre l'appréciation juste et exacte et l'action appropriée et efficace.

Dans sa carrière scientifique, il revient à de multiples reprises sur cette idée qu'il s'agisse de ses premières œuvres ou de ses dernières.

C'est ainsi qu'il écrivait en 1860 : « *Je ne réfute pas les socialistes, parce que mes réflexions m'ont conduit à cette conviction qu'il n'y a qu'un seul moyen d'anéantir l'empirisme, c'est de faire la science. Comment réfuter l'erreur, si la vérité n'existe pas ? Et à quoi bon le faire, si elle existe ? Il n'y a pas d'empiriques en astronomie, parce que l'astronomie est une science faite. Il y a des empiriques en médecine, comme il y a des socialistes en économie politique et sociale, parce que la science de la santé et de la maladie du corps humain n'est pas faite, non plus que celle de la santé et de la maladie du corps social. Mais le jour où la science sociale sera faite, il n'y aura plus de socialistes. D'ici à ce que ce moment soit arrivé, et pour en hâter la venue, comment devons-nous nous conduire ? Je dirai, si vous voulez : Restons socialistes, c'est-à-dire progressistes ; et devenons économistes, c'est-à-dire savants. Gardons la foi, et acquérons la science.* »

Il exprime ailleurs la même idée dans des termes presque semblables au milieu et à la fin de sa carrière scientifique. Le fait que Léon Walras revient ainsi à maintes reprises sur cette différence de méthode et aussi de moyens qui le sépare des socialistes, malgré leur idéal commun, est tout à fait révélateur de l'importance qu'il attachait, à très juste titre du reste, à la nécessité de l'éclairage de la politique économique et sociale par la théorie réaliste.

Ceci prouve que, comme certains hommes de science ayant une trop forte personnalité pour se plier docilement aux conceptions simplistes des partis politiques ou à celles des écoles se réclamant aussi d'idées simplistes, Léon Walras n'appartenait à aucun d'eux ou à aucune d'elles. Certains ont voulu le classer tantôt parmi les socialistes, tantôt parmi les interventionnistes, tantôt parmi les libéraux, alors qu'en réalité, il n'a été ni socialiste, ni interventionniste et encore moins libéral dans le sens économique du terme, c'est-à-dire de partisan du laisser-faire. Il le dit d'ailleurs expressément lorsqu'il écrit qu'« il désire occuper une place à part parmi les économistes » ;

il l'a occupée en effet. Ainsi que l'attestent les lignes précitées et beaucoup d'autres encore, *il a cherché à concilier l'idéal de progrès des socialistes avec les moyens éclairés d'appréciation et d'action que fournit la science* : d'où sa position originale parmi les économistes.

C'est pourquoi, on est assez surpris de constater parmi les nombreux auteurs qui ont étudié son œuvre — qu'il s'agisse d'historiens des doctrines économiques qui dans leurs manuels lui ont consacré un chapitre ou d'autres économistes comme François Bompain ou Gaëtan Pirou ont écrit de longues et consciencieuses études sur sa doctrine —, qu'aucun n'a mis en lumière cette idée-clef, plus importante et plus féconde encore que celles de l'équilibre et de l'interdépendance. Cette omission est d'autant moins excusable que la conception scientifique de la politique économique et sociale de Léon Walras est au centre même de son œuvre puisqu'on vient de voir qu'elle l'inspire et l'anime tout entière et par suite explique à la fois son esprit scientifique et la structure de ses principales parties : économie pure, économie appliquée et économie sociale, tout en assurant leur cohérence et leur unité.

La conception scientifique de la politique économique de Léon Walras est encore plus féconde que les notions d'interdépendance et d'équilibre.

D'abord, c'est elle qui permet d'axer toute la théorie en vue, non seulement de satisfaire la curiosité de l'esprit, mais encore de trouver des applications pratiques.

En second lieu, cette conception conduit indirectement, mais irrésistiblement aux notions d'interdépendance et d'équilibre. Car, précisément, lorsqu'on veut faire une politique économique et sociale rationnelle tenant compte des éléments et des enchaînements de la vie économique, on est conduit à prendre en considération l'interdépendance et les tendances à l'équilibre. De telle sorte que *la réalisation de la conception scientifique de la politique économique doit amener à mettre en lumière l'interdépendance entre les différents aspects, facteurs et secteurs de la vie économique en même temps que d'en rechercher les conditions d'équilibre*.

C'est parce que Léon Walras se proposait d'élaborer une politique économique rationnelle qu'il a été conduit à embrasser, en un ensemble synthétique, les différentes données de la vie économique grâce aux concepts d'interdépendance et d'équilibre. C'est aussi parce qu'il a voulu corriger, perfectionner sur certains points les théories souvent unilatérales et incomplètes des classiques qu'il a été amené à opposer sa conception de la causalité complexe qu'est l'interdépendance et l'équilibre général à la conception simpliste de causalité à sens unique des classiques.

En définitive, la conception scientifique de la politique économique de Léon Walras n'est pas seulement importante par ses conséquences pratiques — elle peut conférer à l'homme des moyens d'action efficaces dans un domaine dans lequel l'empirisme, ou les sentiments dominants, ou les préjugés, ou encore

les intérêts égoïstes empêchent de dominer le monde et augmentent la discorde et le chaos —, mais elle est importante aussi parce qu'elle implique toutes les autres théories réalistes de l'économie politique, y compris celles de l'interdépendance et de l'équilibre.

Voilà pourquoi l'éclairage de la politique économique et sociale par la théorie est l'idée primordiale et la plus géniale de Léon Walras.

Telle est l'importance de sa conception scientifique de la politique économique.

* * *

L'ACTUALITÉ de cette conception découle de cette importance.

En effet, étant donné le rôle fondamental et stratégique de la conception scientifique de la politique économique, on comprend que, si « l'économie dirigée » a conduit souvent à des résultats décevants, c'est au manque de conception scientifique des interventions classées sous le vocable d'« économie dirigée » qu'il faut imputer les échecs constatés. Aussi, ceux qui, en se référant à ces échecs, arrivent jusqu'à condamner aujourd'hui le principe même de l'intervention des pouvoirs publics dans le domaine économique (alors que le laisser-faire a abouti dans l'entre-deux-guerres à l'anarchie et à la tyrannie, à la misère et à la guerre), se trompent d'adresse dans leurs critiques : celles-ci sont sans doute souvent valables à l'égard de la politique économique empirique que l'on a pratiquée sous le nom d'« économie dirigée », mais ne sont plus pertinentes à l'égard des solutions qui seraient élaborées à la lumière des explications approfondies des phénomènes économiques et connexes.

C'est ce que Léon Walras indique très nettement lorsqu'il écrit : « La distinction entre la science pure et la science appliquée... a fait ses preuves dans l'ordre naturel, la mécanique pure précède la mécanique appliquée et la théorie de la construction des machines, qui précèdent elles-mêmes la pratique de cette construction ; l'anatomie, la physiologie, la pathologie, la chimie, la botanique précèdent la thérapeutique, qui précède elle-même la pratique médicale. Pourquoi, dans l'ordre moral, la cénonique, l'éthique, l'économique ne précèdent-elles pas d'abord la théorie de la répartition et de la production de la richesse et ensuite l'organisation législative de la propriété et de l'industrie ? Prétendre organiser l'industrie, la propriété, la famille, le gouvernement, quand l'économique, l'éthique et la cénonique n'existent pas, c'est, à mon sens, aussi fou que de vouloir faire du pain quand on n'a pas pris le soin de moudre du blé en farine et quand on n'a même pas pris celui de semer du blé. C'est pourtant ce qui se fait tous les jours... »

« Il serait temps que l'économie politique devînt une science positive, établissant son autorité par une pratique rationnelle et des résultats favorables comme fait en ce moment la médecine. Le corps social est soigné par des médecins de Molière et s'en va de vie à trépas... »

Et plus loin : « *Les politiciens, quand ils font de la science, se laissent aller tout naturellement à ériger en principe les faits existants avec les intérêts qui s'y rattachent...* Pour moi, je me suis toujours considéré, surtout et avant tout, comme homme de science pure et appliquée. La raison en est simple : *Les politiciens abondent, tout le monde se fait journaliste en attendant d'être député et ministre ; les savants font défaut, personne n'est disposé à s'enfermer dans son cabinet, à approfondir la philosophie, l'histoire générale, l'économie politique, le droit, pour le plaisir de savoir d'où vient l'humanité et d'entrevoir où elle va. Je me suis porté et tenu là où le travail manquait : On ne sème point, on ne moule point ; chacun veut pétrir n'importe quoi. Aussi, Dieu sait quel pain nous mangeons !...* »

La méconnaissance des liaisons d'interdépendance et des conditions de l'équilibre allant jusqu'à négliger les équivalences techniques les plus élémentaires en matière agricole par ceux qui croient pouvoir diriger l'économie sans en connaître les enchaînements et sans savoir les utiliser intelligemment — lorsqu'ils ne les ignorent pas complètement —, a fait que, en France, après la seconde guerre mondiale, ce mot de Léon Walras est devenu exact non seulement au sens figuré mais encore au sens propre. Car, la plupart des Français, lorsqu'ils mangent du pain, qui parfois contient jusqu'à vingt succédanés autres que du blé, peuvent dire actuellement chaque jour, deux ou trois ans après la libération : « Dieu sait quel pain nous mangeons ! » alors qu'ils savent que beaucoup de blé qui est encore produit en France est donné aux poules, aux veaux et aux cochons !

On se rend compte que, sur ce point particulier comme sur bien d'autres, Léon Walras avait prévu, il y a trois quarts de siècle, les conséquences désastreuses résultant de la méconnaissance de la conception scientifique de la politique économique — méconnaissance conduisant à l'économie mal dirigée qui sévit, hélas, en France et dans beaucoup d'autres pays.

Mais du jour où l'on se déciderait enfin à élaborer les interventions économiques et sociales après une étude d'ensemble préalable et approfondie des éléments et des enchaînements concernant les faits économiques et connexes, alors la politique économique et sociale trouverait un guide sérieux qui la préserverait de la plupart des incohérences, des errements, des incertitudes, des hésitations et des tâtonnements où elle se débat aujourd'hui le plus souvent. Eclairée par les notions et les liaisons mises en lumière par l'explication économique et sociale, la politique trouverait enfin une orientation sûre et des bases solides. Elle pourrait faire des progrès aussi sensibles et parfois des bonds aussi prodigieux que les principales techniques, la médecine et l'hygiène, en ont fait au cours du dernier siècle. Ce serait l'ordre et la clarté qui triompheraient peu à peu dans un domaine où jusqu'ici ont dominé et dominent le chaos et les ténèbres.

Ce changement ouvrirait à l'humanité des perspectives immenses d'avenir. Car, il faut observer que la technique ne peut pas se développer là où existe

l'engorgement des débouchés ; d'autre part, pour instruire les masses au point de vue intellectuel comme pour les éduquer au point de vue politique et moral, il faut disposer de moyens pécuniaires élevés que seule une économie prospère peut procurer. Donc, si l'on songe que, de nos jours, le progrès sur les plans économique et social conditionne presque entièrement le progrès technique et le progrès intellectuel et même partiellement le progrès politique et le progrès moral, on voit que la révolution qu'amorcerait la conception scientifique de la politique économique et sociale, serait susceptible d'améliorer toutes les conditions matérielles, intellectuelles, politiques et morales du globe.

Etant donné les répercussions et perspectives de la conception scientifique de la politique économique et sociale, qui implique en outre les notions d'interdépendance et d'équilibre, on voit que *c'est d'après la portée incalculable que représente l'éclairage de la politique par l'explication scientifique*, plutôt que par rapport aux théories de l'interdépendance et de l'équilibre, *qu'il faut diviser l'évolution de l'économie politique en une ère préwalrasienne et en une ère postwalrasienne.*

Si l'on avait suivi l'idéal de productivité et de justice sociale proposé par Walras et surtout si, pour le réaliser, l'on avait appliqué sa conception scientifique de la politique économique, nous n'en serions pas aujourd'hui sur le plan national à l'économie mal dirigée et à la lutte des classes et sur le plan international aux rivalités belliqueuses entre groupes de pays qui se réclament de régimes économiques opposés et qui, sans tenir compte des contingences historiques, psychologiques et nationales, croient que chaque type d'économie correspond seul à la vérité, ce qui, dans notre monde dérégulé et désorienté, en face d'une opinion publique non éclairée et affolée, risque de préparer une ambiance propre à précipiter bientôt l'humanité tout entière dans un troisième conflit plus sanglant encore que les deux précédents.

Dans son testament de politique économique et sociale publié en 1898, Léon Walras écrivait : « *Nous ne souffrons, je persiste à le croire, que du défaut de la science morale, pure et appliquée, qui ne nous permet pas d'entrer dans l'état industriel et commercial, comme certains jeunes gens, d'ailleurs bien constitués, souffrent d'un mauvais régime, qui ne leur permet pas de devenir adultes...*

» *Toute une science, la science des faits humanitaires, aussi vaste et aussi ardue que celle des faits naturels, est devant nous, à peine ébauchée. Il faut la faire comme une science qui convainc la raison et non comme une littérature qui s'adresse à l'imagination et à la sensibilité. A cet effet, fondons une Association française de science sociale sur le modèle, non des instituts fermés, qui ont fait leurs preuves comme congrégations laïques de l'index en matière de philosophie et d'économie politique, mais des sociétés ouvertes et libres qui existent en Angleterre et aux Etats-Unis... »*

Ces lignes de Léon Walras sont de brûlante actualité quand on voit les gouvernements : ou bien retarder et renvoyer aux calendes grecques les

réformes de structure les plus urgentes et d'importance vitale — seules susceptibles cependant d'éviter la révolution violente ; ou bien en appliquer certaines précipitamment sous la pression de slogans et d'idées simplistes qui méconnaissent les facteurs les plus déterminants et les interdépendances les plus essentielles et qui, par suite, font agir les dirigeants avec incohérence et confusion, c'est-à-dire le plus souvent à contre-sens ou à contre-temps, au lieu de pouvoir le faire méthodiquement, avec des idées nettes, bien adaptées à la réalité complexe et aux besoins de justice sociale et de rendements élevés. De pareilles erreurs arrivent à discréditer toute action des pouvoirs publics, rendent de nombreux individus indifférents ou les poussent vers les solutions extrêmes de violence. C'est pourquoi, notamment dans certains pays comme la France, la démocratie (qui n'est d'ailleurs que la simili-démocratie, par suite en particulier de la mauvaise sélection des dirigeants et de leur incapacité économique) se trouve discréditée quelques mois après son application parce qu'un tel gouvernement dit « démocratique » s'avère incapable de résoudre les problèmes économiques et sociaux qui sont les plus urgents et importants de l'après-guerre. Il y a là une crise politique semblable à celle de l'Italie avant 1923 et à celle de l'Allemagne avant 1933 ; si on la laisse se développer, elle aboutira à la dictature. Si les gouvernements actuels avaient seulement conscience que la théorie économique et sociale peut éclairer et guider leur action pour la rendre appropriée et efficace, de pareilles erreurs ne se renouvelleraient pas chaque jour au grand préjudice de l'équité et de la productivité, de la paix sociale et de la paix internationale.

Dans les lignes qui viennent d'être citées, Léon Walras a indiqué non seulement les causes majeures du malaise dont nous souffrons, mais a aussi amorcé ce qui peut conduire à des remèdes adéquats. Les principales causes de la crise de notre temps étant de nature économique, les économistes sont les plus grands responsables du désordre actuel : du désarroi des esprits et du chaos qui existe dans le domaine économique et qui engendre ou maintient le désordre dans le domaine politique et social. Comme, déjà à la fin du XIX^e siècle, Léon Walras les invitait à le faire, ils devraient se concerter et s'entendre : d'abord à l'échelle nationale, puis à l'échelle internationale, pour discuter et proposer des solutions constructives. Malheureusement, des obstacles d'ordre psychologique et d'ordre matériel entravent encore la réalisation de ce noble projet ébauché par Walras en 1898 déjà.

Par ce qui précède, on se rend compte que la seule solution pour la paix et le bonheur de l'humanité est de construire la société à la lumière des enseignements de la science. Léon Walras le soulignait en juin 1909 peu de temps avant sa mort, lors de son jubilé scientifique où, prenant une dernière fois la parole à cette Université, il insistait notamment sur l'importance de sa conception scientifique de la politique dans les termes suivants : « Notre monde, précisément en raison de l'injustice et du désordre qui y persistent encore, se partage

en conservateurs satisfaits et en progressistes impatients. Les premiers ont d'assez bonnes raisons de trouver que la société n'est point à réformer. Ils enseignent ou font enseigner, subventionnent ou favorisent une science expressément chargée d'esquiver la question sociale ou de la déplacer. C'est la *science officielle*... Les progressistes impatients sont, au contraire, des gens qui ont des raisons excellentes de considérer la société comme fort imparfaite. En conséquence, ils imaginent des plans de réformes en dehors de toute étude méthodique et approfondie de la nature humaine et de celle de la richesse sociale, et ils cherchent et trouvent assez aisément des hommes qui s'engagent à les exécuter sans retard, par la substitution, du jour au lendemain, d'un régime socialiste au régime capitaliste. D'où la *politique empirique*. *Cette politique consiste essentiellement à résoudre pratiquement des questions qui ne sont pas résolues théoriquement. Tels des praticiens qui se livreraient à des opérations médicales et chirurgicales sans savoir l'anatomie, la physiologie, la pathologie.* Tout cela peut se voir dans de grands pays. Quant à moi, pour la reconnaissance que je leur dois et l'affection que je leur porte, je souhaite au canton de Vaud et à la Suisse de s'attacher, pour y rester fidèles, à cette double tradition : la science libre et la politique rationnelle. Et, dès à présent, j'ose dire que, dans la mesure de mes forces, j'ai essayé (l'avenir dira avec quel succès) de donner à ce pays, comme le souhaitait Ruchonnet, « la gloire d'ouvrir une école de laquelle surgiront peut-être des solutions fécondes pour la paix et le bonheur de l'humanité. *Faire librement la science d'abord et faire ensuite rationnellement la politique, tout est là...* »

Faire librement la science d'abord, demande Walras... Pour ce qui est de l'économie politique, beaucoup d'économistes s'y sont appliqués ; ils peuvent la faire librement à l'heure actuelle dans beaucoup de pays et notamment en Suisse où, peut-être plus que dans aucun autre, triomphe le libéralisme intellectuel — quoique, le plus souvent, hélas, avec des moyens matériels trop limités, lorsqu'il s'agit de recherches économiques.

Faire ensuite rationnellement la politique, réclame Léon Walras... Il a été déjà expliqué que le plus souvent, dans la plupart des milieux et surtout dans les milieux dirigeants, on n'était pas encore arrivé à se rendre compte de l'importance de la conception scientifique de la politique et particulièrement de la politique économique et sociale. C'est pourquoi, il faut commencer par étudier Walras beaucoup moins pour connaître ses théories particulières (excepté celle de l'interdépendance et de l'équilibre) que pour se convaincre de l'importance de la conception scientifique de sa politique économique, de son idéal social et de sa méthode de conciliation et de synthèse pour l'atteindre. *C'est de cette façon seulement qu'on apprendra comment il faut procéder pour élaborer rationnellement une politique économique équitable et efficace et aussi qu'on pourra connaître quelles théories il faut approfondir en vue de cette élaboration.* Car, ce sont les exigences les plus importantes et urgentes

de la politique économique et sociale qui seules peuvent indiquer aux économistes dans quelle direction il y a lieu de concentrer tout d'abord leurs efforts et leurs recherches afin de ne pas dissiper leur temps et leur activité dans les investigations byzantines ou stériles.

* * *

Léon Walras est mort. De lui, il ne nous reste qu'une image fixée dans ce portrait destiné à conserver son souvenir. Mais sa vie, comme on l'a dit éloquemment tout à l'heure, nous fournit un exemple : un bel exemple d'une carrière toute dévouée à la recherche économique et sociale : d'une vie de travail entièrement consacrée à la réalisation d'un noble idéal de vérité et de justice. Il nous reste aussi et surtout son œuvre. La plus grande partie de celle-ci n'est pas morte : sa pensée est bien vivante, puisqu'on vient de voir qu'elle est plus que jamais d'actualité.

Il incombe donc aux économistes dignes de ce nom, à tous les hommes épris de progrès et plus spécialement, selon le vœu de Léon Walras, à ceux qui ont eu ou qui ont le privilège d'appartenir à l'Université de Lausanne où il a enseigné, de tirer de l'oubli injuste où elles sont tombées, certaines de ses idées géniales et notamment sa conception scientifique de la politique économique et sociale ; et, par les écrits et par l'action, non seulement de rendre à cette pensée oubliée la vitalité et la fécondité dont elle est chargée, mais encore de la préciser, de l'adapter, de la compléter, de la développer afin d'assurer la pérennité et d'accroître le rayonnement de ce que, dans le monde entier, on appelle la doctrine économique de l'École de Lausanne.